

Service de l'Aménagement, du Génie Civil et de la Mobilité (AGCM)

OBJET : Quartier du Mervelet - Mise en séparatif, assainissement du réseau secondaire et aménagements des espaces publics.

- *Objet -1 : Mise en séparatif, assainissement du réseau secondaire : réalisation de collecteurs eaux claires et eaux usées aux avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc, de Louis Casai.*
- *Objet -2 : Aménagement des espaces publics : Avenues de Joli-Mont et de Riant-Parc.*

Mandat d'un groupement pluridisciplinaire composé d'un ingénieur civil et d'un architecte paysagiste

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

M.227.TI

Procédure ouverte à un tour

CAHIER DES CHARGES

DOCUMENT A1

TABLE DES MATIERES

- 1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDAT**
- 2. INFORMATIONS GENERALES**
- 3. CONDITIONS DE PARTICIPATION**
- 4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE**

DOCUMENTS A RETOURNER COMPLETES A L'ADJUDICATEUR

- **Document B1 (agrafé et non relié)**
- **Pages supplémentaires demandées dans le document B1 dont annexe C objet 1 et objet 2**
- **Attestations demandées**

DOCUMENTS REMIS À CHAQUE SOUMISSIONNAIRE

Procédure ouverte : documents consultables et téléchargeables sur le site www.simap.ch en format PDF

- Document B1, dossier d'appel d'offre, document à remettre par le candidat
- Annexe C : Tableau d'honoraires selon coût de l'ouvrage
- Conditions générales contractuelles (extrait SIA 103)
- Conditions générales contractuelles (extrait SIA 105)
- Plans DD – 108985 autorisée le 28.09.2016 de la mise en séparatif des collecteurs Avenues Joli-Mont, Riant-Parc, et Louis Casai :
 - 5445 – 01 – situation assainissement ;
 - 5445 – 02 – Joli-Mont profil en long ;
 - 5445 – 03 – Riant Parc profil en long ;
 - 5445 – 05 – Louis-Casai profil en long.
- Plans DD – 111670 autorisé le 30.10.18 des aménagements des espaces publics, avenues de Joli-Mont et de Riant-Parc :
 - 2018-04-1601-DD 001 – Requête en autorisation de construire.

AUTRES INFORMATIONS ACCESSIBLES SUR INTERNET :

- Directives sur les matériaux proscrits par la loi et les matériaux à proscrire, <http://www.etat-ge.ch>
- Fiches CFC écologiques, <http://www.eco-bau.ch>
- Conditions particulières VdG (www.ville-geneve.ch/conditions-contractuelles)
- Charte graphique de la Ville de Genève, tarifs et conditions de reproduction de plans et autres documents remboursés aux prestataires de la Ville de Genève www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-documents-utiles

1. APTITUDES / COMPÉTENCES REQUISES – TYPE DE CANDIDATS

Le Département des constructions et de l'aménagement de la Ville de Genève organise un appel d'offres en procédure ouverte à un tour pour la réalisation des aménagements des espaces publics et de mise en séparatif, assainissement du réseau secondaire dans le quartier du Mervelet.

Type de mandataires recherché et aptitudes particulières

La procédure est ouverte à tous les ingénieurs civils et architectes paysagistes établis en Suisse ou dans un état signataire de l'accord OMC sur les marchés publics, qui offre la réciprocité aux mandataires suisses, pour autant qu'ils remplissent l'une des deux conditions suivantes :

Pour les ingénieurs civils :

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'ingénieur civil de l'École d'ingénieurs de Genève (EIG), des Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Écoles Spécialisées (HES ou ETS) ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel, Fondations des registres suisses des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG A ou REG B), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

Pour les architectes paysagistes:

- être porteur, à la date d'inscription à la présente procédure, du diplôme d'architecte paysagiste des Écoles Polytechniques Fédérales de Lausanne et de Zurich (EPF), des Hautes Écoles Spécialisées (HES ou ETS), de l'Académie d'architecture de Mendrisio, de l'Université de Genève ou d'un diplôme étranger bénéficiant de l'équivalence ;
- être inscrit, à la date d'inscription à la présente procédure, dans un registre professionnel, Registre des architectes A ou B du REG (Fondation suisse des registres des ingénieurs, des architectes et des techniciens), MPQ (Mandataires Professionnels Qualifiés) ou dans un registre équivalent.

2. INFORMATIONS GENERALES

2.1 Nom et adresse de l'adjudicateur

Ville de Genève
Département des constructions et de l'aménagement
Service de l'aménagement, du génie civil et de la mobilité (AGCM)
Rue François-Dussaud 10
1227 Les Acacias
Tél. : 022 418 21 00
Fax. : 022 418 21 01
E-mail : agcm@ville-ge.ch

2.2 Nature et importance du marché

2.2.1 Objet

La Ville de Genève se propose de réaliser les aménagements de requalification des espaces publics dans le quartier du Mervelet et la mise en séparatif, assainissement du réseau secondaire par la construction des collecteurs d'eaux usées et d'eau pluviale, sur les avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc, et de Louis Casai.

La DD108'985 comprend aussi les projets de mise en séparatif, assainissement du réseau secondaire du chemin Charles-Georg et sur l'avenue du Bouchet. Ils ne font pas parti du présent appel d'offres. La mise en séparatif sur le chemin Charles Georg a déjà été exécutée en 2017. Et la mise en séparatif sur l'avenue du Bouchet est en cours d'exécution.

Pour ce faire, le maître de l'ouvrage cherche à s'attacher les services d'une équipe pluridisciplinaire de mandataires composé :

- Objet 1 : d'un bureau d'ingénieur civil pour les travaux de mise en séparatif et construction des collecteurs sur les rues de Joli-Mont et de Riant-Parc.
- Objet 2 : d'un groupement pluridisciplinaire composé d'un bureau d'ingénieur civil et d'un bureau d'architecte paysagiste, pour les travaux d'aménagement des espaces publics sur les rues de Joli-Mont et de Riant-Parc.

Cette équipe pluridisciplinaire aura la mission d'assurer la bonne exécution dans les règles de l'art, des travaux de la mise en séparatif, assainissement du réseau secondaire conformément au projet autorisé de la DD 108'985 et de l'aménagement des espaces publics dans les rues de Joli Mont et de Riant Parc, conformément au projet DD 111'670.

L'équipe pluridisciplinaire s'engage à étudier toutes les précautions nécessaires et autres implications induites par les travaux.

En conformité avec les normes SIA 103 et 105, il est demandé au groupe pluridisciplinaire d'assurer en tant que mandataires principal:

- Pour l'objet 1 : La mise en séparatif des collecteurs et du réseau d'assainissement, une phase 32 partielle pour se réapproprier le projet et notamment le chiffrage des travaux, les prestations complètes d'appel d'offres, phase 41 et de réalisation, phases 51 ,52 et 53.
- Pour l'objet 2 : Le projet d'aménagement des espaces publics, les prestations complètes de projet de l'ouvrage, phase 32 ; d'appel d'offres, phase 41 et de réalisation, phases 51 ,52 et 53.

Par ailleurs, L'ingénieur civil, pilote du groupement, assurera toutes les tâches de coordination des études et des travaux. À ce titre, il sera notamment chargé du suivi des prestations des autres mandataires spécialisés à recruter, mais également de coordonner leurs prestations avec la DT (arboriste, ingénieur en transport, éclairagiste, géomètre, huissier, etc.).

Lors du suivi de la réalisation, le groupement pluridisciplinaire sera amené à collaborer avec les services gestionnaires, partenaires, bénéficiaires de l'espace

réaménagé ainsi qu'avec divers autres services de la Ville de Genève, de l'État de Genève ou d'autres mandataires désignés par le maître de l'ouvrage. Il devra en outre assister le maître de l'ouvrage pour les relations publiques ainsi qu'un appui pour l'information.

2.2.2. Descriptif

2.2.2.1 Historique du projet

Le quartier Forêt-Mervelet fait partie des périmètres identifiés par le Plan directeur communal « Genève 2020 » où la Ville souhaite encourager la densification pour y construire des logements.

Plusieurs PLQ ont été adoptés par le Canton dans le secteur du Mervelet et certains sont en cours de procédure. La construction de bâtiments de logement a déjà commencé, le long des avenues de Joli-Mont et Riant-Parc.

Ce quartier est bien connecté au centre-ville grâce à un réseau de desserte de transports publics performant. Toutefois, son réseau routier interne, construit il y a longtemps pour donner accès à quelques villas, n'est pas adapté à son statut futur dans un quartier urbain dense. Il en va de même du réseau d'assainissement qui doit impérativement être reconstruit aux dimensions nécessaires pour assurer son rôle dans le futur quartier densifié.

Le projet concerné par le présent mandat vise le réaménagement de l'avenue Joli-Mont et de l'avenue Riant-Parc (entre l'avenue Louis Casaï et avant le giratoire, avec le carrefour de l'avenue du Mervelet) ainsi que la reconstruction du réseau d'assainissement.

Lors de sa séance du 14 mai 2018, le Conseil municipal de la Ville de Genève a voté les délibérations de la PR – 1249 - I destiné aux aménagements des espaces publics, constitués par l'avenue de Joli-Mont et l'avenue de Riant-Parc (tronçon avenue Louis-Casaï et carrefour giratoire avenue du Mervelet) et PR - 1249-II destinée à la mise en séparatif, assainissement et réalisation de collecteurs d'eaux claires et d'eaux usées, avenues de Joli-Mont, de Riant-Parc, de Louis-Casaï, du Bouchet et du chemin Charles-Georg.

Le présent mandat est lancé dans le but de répondre à cette votation.

2.2.2.2 Description de l'ouvrage

Description de projet du futur quartier

Le périmètre du Mervelet est délimité par les rues et avenues Louis-Casaï à l'ouest, Coudriers au nord, Trembley à l'ouest et Bouchet au sud. Il occupe une position stratégique dans la ville grâce aux bonnes dessertes et aux équipements de proximité qui le bordent : Centre commercial de Balexert, collège André Chavannes, Maison de retraite du Petit-Saconnex et collège Rousseau.

L'Etat de Genève a établi sur l'ensemble du quartier une mosaïque de PLQ destinés à densifier le quartier. Ce dernier est ainsi destiné à changer de visage, passant d'une zone périphérique de villas à celui de quartier de ville. La Cité-Jardin construite dès 1920 est, elle, protégée par un plan de site.

Cette densification, qui représentera à terme la construction d'environ mille logements, implique pour la Ville la transformation du réseau de rues étroites en routes urbaines fonctionnelles, sûres et agréables.

Le réseau d'assainissement doit lui aussi être redimensionné.

Plusieurs immeubles privés sont déjà construits, d'autres sont en chantier et des demandes d'autorisations de construire sont déposées. Dès lors, les travaux pour l'assainissement des réseaux souterrains et le réaménagement des rues deviennent primordiaux pour accueillir les nouveaux habitants et permettre une cohérence de fonctionnement de l'espace public.

La Ville de Genève a étudié un avant-projet de réaménagement des trois principales rues du quartier (Joli-Mont, Riant-Parc, Charles-Georg). En exploitant un élargissement induit des cessions gratuites futures de hors ligne au domaine public, le projet prévoit le redimensionnement, l'équipement et la requalification de chacune de ces rues. Celui-ci a conduit à déposer en demande d'autorisation de construire le projet de réalisation de l'aménagement de l'avenue de Joli-Mont et du tronçon de l'avenue Riant-Parc compris entre le numéro 14 et la jonction avec l'avenue du Mervelet. La raison en est qu'on ne dispose pas à ce jour des cessions nécessaires tant que les opérations de démolition – construction n'ont pas démarré.

S'agissant des réseaux souterrains, le périmètre d'intervention est complet car il importe de raccorder le nouveau réseau au réseau périphérique.

Objet 1

Mise en séparatif, assainissement, réalisation de collecteurs eaux claires et eaux usées

L'étude de tracé du réseau d'assainissement du réseau secondaire, a fait l'objet d'un rapport intitulé «concept d'assainissement du quartier du Mervelet», finalisé et approuvé par la Direction générale de l'eau (DGEau) en janvier 2015, et son complément de vérification hydraulique en février 2016.

Ainsi, le collecteur d'eaux mélangées (EM) existant dans les rues du PLQ du Mervelet, nécessite une reconstruction car ce secteur passera en régime séparatif, conformément à l'actuel plan directeur des égouts et au plan général d'évacuation des eaux (PGEE) en cours de finalisation. Ceci impliquera une reconstruction de deux collecteurs, eau claire et eaux usées en remplacement du collecteur existant.

La mise en séparatif des eaux du réseau secondaire concerne donc les rues suivantes:

– avenue de Joli-Mont, soit 295 m de canalisation d'eaux usées (EU) et d'eaux claires (EC);

- avenue de Riant-Parc, soit 320 m de canalisation EU et EC;
- avenue Louis-Casaï, soit 285 m de canalisation EU et EC.

Au total, les travaux envisagés portent sur la création de 1'800 ml de réseaux secondaire.

Il est proposé de réaliser les travaux en une intervention dans le cadre d'une seule proposition, afin d'améliorer la coordination d'ensemble et de réduire les nuisances pour les riverains.

Les collecteurs existants de type ovoïde et circulaire, en béton, seront remplacés par des collecteurs circulaires en PVC ou en fibre de verre renforcée, suivant leur diamètre. L'exécution est prévue en fouilles à parois verticales, blindage jointif. Les sacs d'eaux pluviales, ainsi que leurs raccordements au collecteur principal, seront reconstruits.

Les raccords privés en EM eaux mélangées seront mis en séparatif eaux usées et eau pluviale et totalement reconstruit (si il est prouvé de la vétusté de la canalisation) sur l'espace public jusqu'en limite de propriété aux frais des propriétaires.

Objet 2 :

Aménagements des espaces publics: avenues de Joli-Mont et de Riant-Parc

Les rues actuelles sont d'une largeur d'environ 7.00 m et les trottoirs trop étroits et même inexistantes par endroits ont entre 1.20 m et au mieux 1.50 m de large. L'état général du revêtement de sol est en mauvais état.

Les nombreuses parcelles privées qui bordent les rues sont raccordées au domaine public chaque fois par un abaissement de trottoir (passage à char) qui réduit le confort et la sécurité des piétons.

De fait, le projet de réaménagement des rues a mis à profit les cessions gratuites au domaine public inscrites dans les PLQ le long des axes pour re-calibrer le gabarit des rues et créer des trottoirs larges et sûrs, conformes aux normes.

L'élargissement obtenu grâce aux cessions ont permis également de planter des arbres, de maintenir le parking latéral et d'équiper le quartier de mobilier urbain et de dispositif tel un écopoint mutualisé financé par les privés.

Il en découle la disposition d'une voirie de chaussée de 7.00 m de large entre trottoirs avec parking alterné. Sur le côté sud de la rue, une bande allant de 2.00 à 2.50 m libre de tous réseaux souterrains accueille soit des platebandes plantées d'arbres, soit le parking latéral, soit le dégagement pour les croisements de véhicules, soit enfin un écopoint de quartier résultant de la construction des nouveaux immeubles. Cette bande multifonctionnelle peut s'adapter en fonction des futurs développements dont on ne connaît pas encore le rapport à la rue. Il est ainsi possible de faire « coulisser » une platebande ou le parking latéral pour dégager le futur accès à la parcelle privée.

De part et d'autre de la voie, 2 trottoirs de 2.50 de large en « trottoir genevois » sont disposés. La plantation de groupements d'arbres majeurs, dont l'alignement crée dans chaque rue un cordon boisé, accompagne la promenade des piétons et les

abrite quelque peu des nuisances de la chaussée, tout en offrant de l'ombre et de la fraîcheur.

Le régime de circulation est maintenu en zone 30, conformément au statut de réseau de quartier résidentiel des rues.

L'éclairage public est vétuste. Il sera remplacé par des candélabres de 7.00 à 10.00, équipés de luminaires de nouvelle technologie, avec lampe LED. Les luminaires seront équipés de différentes optiques, permettant une meilleure répartition de la lumière en évitant les nuisances. De plus les luminaires seront réglables à certaines heures de la nuit, permettant une diminution de la consommation d'énergie.

2.2.3 Programme

Les principaux éléments de programme devant être traités dans le cadre du mandat sont listés ci-après :

Réappropriation du projet d'assainissement eaux usées et eaux claires (phase partielle arrêtée à 6%) puis des aménagements des espaces publics (phase complète selon SIA) déposé en instruction. Il est attendu du groupement de poursuivre les principes d'aménagement définis dans ce projet et d'en étudier les détails en vue de sa réalisation ;

Etude en phase projet du chiffrage des travaux de l'assainissement eaux usées et eaux claires (phase partielle arrêtée à 6%) puis des aménagements des espaces publics (phase complète selon SIA) ;

Etudes et travaux en plusieurs étapes des aménagements des espaces publics liés au déblocage et démarrage des PLQ autorisés et bandes de terrain rétrocédées disponible ;

Faire une coordination de projet avec les constructeurs des immeubles en cours de construction en assurant la cohérence des niveaux et aménagements entre les différents espaces privés et publics ;

Etudes de tracés, coupes types et détails de la réalisation des collecteurs et de l'aménagement en coordination avec les réseaux des SIG, Swisscom, et autres entités et prestataires privés ;

Installations de chantier et compensation provisoire des places de stationnement perdues (en phase travaux) uniquement s'il n'a pas de simultanéité entre les travaux de collecteurs et l'aménagement ;

Le mandataire pilote de l'opération évaluera et identifiera les zones d'installations de chantiers nécessaires pour le bon déroulement des travaux. Il prendra en compte et de manière anticipée toutes les contraintes liées aux zones d'installations et en référera aux différents maîtres d'ouvrages concernés (Ville de Genève, Canton Etat de Genève, SIG, autres) ;

Suivi de la protection des arbres dont la couronne se situe dans l'espace public actuel ainsi que dans la bande de 2m environ de terrain rétrocedé à terme et d'éventuels soins aux racinaires lors des terrassements en collaboration avec l'arboriste ;

Travaux de déplacements provisoires et ou définitif des réseaux SIG et autres liés aux projets Ville de Genève ;

Suivi de l'implantation d'un réseau de points de nivellement en surface et sur des points fixes (façades des immeubles,...) environnants et suivi des tassements/déformations en collaboration avec l'ingénieur géomètre ;

Gestion du trafic, contrôle et limitation d'éventuels reports de trafic provenant des routes avoisinantes ; marquages provisoires de chantier et rétablissement des marquages de l'état initial uniquement s'il n'a pas de simultanéité entre les travaux de collecteurs et l'aménagement ;

Mise en place de mesures de circulation sécurisées et adaptées ;

Mise en séparatif du réseau unitaire, création de collecteurs d'eaux pluviales et d'eaux usées, réalisation éventuel de chemisage de collecteurs existants ;

Prospections des biens fonds privés : réalisation des prospections chez les privés jusqu'au réseau unitaire existant (passage caméra et télédétection comprise pour situer les canalisations) et édition d'un rapport de conformité des écoulements des biens fonds privés (SN 592'000) document de l'OCEAU, retranscription des prospections sur plan lisible avec légende et cartouche par parcelle;

Raccordements des nouveaux branchements privés sur l'espace public, retranscription sur plan lisible avec légende et cartouche par parcelle des travaux de raccordements, édition de devis au préalable des travaux et édition des métrés et factures par parcelle ;

Réfection de la chaussée au droit des tranchées s'il n'a pas de simultanéité entre les travaux de collecteurs et l'aménagement et aussi selon les phases de chantier validées par l'OCT (maintien des mobilités douces, SIS et accès riverains à garantir) ;

Remise en état des surfaces endommagées par les travaux (hors périmètre de l'aménagement, surfaces privées ou publiques), les emprises temporaires ainsi que les aires d'installations de chantiers ;

Coordonner et valider les niveaux finis de la construction d'un écopoint sur l'espace public à la charge constructive et financière des propriétaires privés, le mandataire fera exécuter les aménagements définitifs aux abords de celui-ci, parti intégrante des aménagements de l'espace public ;

Réception et cadastration des travaux ;

Elaboration du dossier d'ouvrage achevé ;

Montage et envoi des dossiers de demandes de subventions ;

Suivi et élaboration des documents pour le Fond Intercommunal d'Assainissement FIA ;

Suivi et élaboration des documents pour le Fond Intercommunal d'Equipement FIE.

2.2.4 Situation foncière

Les travaux envisagés portent sur voies de desserte qui sont actuellement :

- en domaine public communal pour l'avenue de Joli-Mont
- en domaine public communal pour l'avenue de Riant-Parc
- en domaine public cantonal pour l'avenue Louis-Casaï

Des cessions gratuites au domaine public communal de la Ville de Genève sont prévues par les PLQ 29451, 29665, 29452 et 29779 sur les avenues de Joli-Mont, Riant-Parc et seront incorporées au domaine public communal de celles-ci.

Des cessions gratuites sont également prévues par les PLQ 27935, 29451 et 29452 sur l'avenue Louis-Casaï.

2.2.5 Coût estimé de l'opération

- objet 1 : Mise en séparatif, assainissement

Le montant total HT des travaux (hors honoraires et autres frais accessoires) donnant droit aux honoraires de l'ingénieur civil a été devisé à **4'338'000.CHF- HT**, décomposé comme ci-après :

- Avenue de Joli-Mont, réseau secondaire	911'800
- Avenue de Riant-Parc, réseau secondaire	1'043'200
- Avenue Louis-Casaï, réseau secondaire	1'533'800
- Raccordements canalisations grilles et avaloirs eaux claires	290'000
- Raccordements canalisations ouvrages « Etat » Louis-Casaï	150'000
- Raccordements privés (38 unités)	409'200

Le coût des prospections des biens fonds privés doit être identifié à part entière des phases SIA 103, (voir tableau annexe C, à compléter pour 38 raccordements à maxima). La rémunération se fera par parcelle au prix unitaire et non forfaitaire selon l'offre du mandataire quelques soit le nombre en phase final de l'opération (en plus ou en moins de 38 unités pressenti).

- objet 2 : Aménagements des espaces publics pour l'ensemble des avenues Joli-Mont et Riant-Parc

Le montant total HT des travaux (hors honoraires et autres frais accessoires) donnant droit aux honoraires au groupe pluridisciplinaire a été devisé à **5'307'100.CHF- HT**, décomposé comme ci-après :

- Part de l'ingénieur civil :	4'343'000
- Installations et phasages de chantier	340'200
- Démolitions et démontages	316'200
- Terrassements	589'600
- Couches de fondation	373'400
- Pavages et bordures	490'100
- Chaussées, enrobés bitumineux	705'800
- Trottoirs type Ville de Genève	514'000
- Grilles et avaloirs eaux claires	151'500
- Borne hydrantes SIS	80'000
- Génie civil Eclairage public	229'300
- Marquages et signalisation	23'300
- Déplacement réseaux SIG	529'600
- Part de l'architecte paysagiste :	964'100
- Fosse de plantation	282'400
- Drainage fosse	130'300
- Apport de terre végétale	90'000
- Fourniture, plantations arbres	151'800
- Suivi et entretien des plantations sur 5 ans	243'200
- Arrosage automatique et fosse compteur	66'400

La Ville de Genève a décidée de recruter ultérieurement, et en dehors du présent appel d'offres, les mandataires suivants :

Bureau ingénieur circulation ;

Bureau ingénieur électricien (éclairage) ;

Bureau ingénieur géomètre ;

Bureau arboriste spécialisé, suivi des travaux au droit des arbres.

Le calcul des honoraires sera établi au coût de l'ouvrage selon le document B1, annexe C, objet 1 et objet 2.

2.2.6 Prestations du groupement pluridisciplinaire

Les candidats indiqueront dans leur offre le détail du calcul estimatif de leurs honoraires (voir document B1) par partie d'ouvrage (objet 1 et objet 2).

Les prestations demandées sont décrites dans le règlement SIA 103 et SIA 105, version 2014, intitulé « Règlement concernant les prestations et honoraires d'ingénieurs et ingénieurs civil » et « Règlement concernant les prestations et honoraires des architectes paysagistes »

Phase 3 – Etude de Projet partielle pour l'objet 1 (arrêtée à 6%)
et complète pour l'objet 2
32 – Projet de l'ouvrage.

Phase 4 – Appel d'offres, pour l'objet 1 et 2 :
41 – appel d'offres, comparaison des offres, proposition d'adjudication

Phase 5 – Réalisation, pour l'objet 1 et 2 :
51 – Projet d'exécution
52 – Exécution de l'ouvrage
53 – Mise en service, achèvement

Hormis son rôle évident de mandataire principal, le calcul des honoraires de l'ingénieur civil doit être considéré comme directeur générale du projet et des travaux représentant environ 10% des parts de prestations, selon article 7.7.6 de la SIA 103. Dans tous les cas, la rémunération des honoraires s'établira au coût de l'ouvrage sur l'ensemble des phases.

Le coût des prestations suivantes devra être inclus à l'offre du candidat selon la tarification au coût de l'ouvrage :

1 – L'élaboration du plan de gestion des déchets de chantier, ainsi que le contrôle et le suivi des matériaux extraits et évacués en décharge ordinaire ou spécialisée, ceci en conformité avec les directives cantonales du GESDEC ;

2 – L'élaboration du plan de gestion des eaux de chantier et son suivi, ceci en conformité avec les directives cantonales de l'office cantonales de l'eau OCEAU ;

3 – La rédaction de tous les procès-verbaux de séances techniques d'études, de conciliation, de coordination et de chantier, pendant toute la durée du mandat, ainsi que la participation active aux séances d'informations destinées aux riverains (assistance au MO) ;

4 – Coordination générale avec les différents mandataires spécialisés et ponctuellement les riverains ;

5 – Le mandataire devra tenir compte, dans son offre, de la coordination qu'il devra mener avec tous les services techniques Cantonaux et Municipaux et principalement ; l'OCEAU, l'OCT, OGAN, l'inspectorat des chantiers, l'Office de l'urbanisme, le SIS, la CCTSS, les SIG les TPG, et aussi des responsables des chantiers alentours, et aussi des propriétaires des villas et/ou immeubles et leur régies ;

6 – La gestion des dépenses et la projection financière tout le long de la durée de l'opération, ainsi que l'approbation des différents devis et factures éventuelles liées aux travaux accessoires ou complémentaires. Toutes les factures et situations seront

vérifiées et contresignées par le mandataire, accompagnés de métrés, (calculs, relevés, croquis, plans, minutes, etc). Il aura aussi en charge le suivi des dépenses liés aux plans et étapes de circulations réalisés par l'ingénieur circulation;

7 – La coordination de l'ensemble des études, et du suivi d'exécution, y compris les prestations fournies par le MO ou d'autres mandataires incombera à l'adjudicataire du présent marché. Le chef de projet désigné sera l'interlocuteur vis-à-vis du MO. Il devra exécuter personnellement ces tâches. Son remplacement éventuel nécessitera l'accord préalable du MO ;

8 – L'élaboration, l'envoi et le suivi de tous les documents et demandes de prises en charges des coûts d'assainissement du réseau secondaire pour le compte du Fond intercommunal d'assainissement, FIA ;

9 – L'élaboration, l'envoi et le suivi de tous les documents et demandes de prises en charges des coûts de l'aménagement des espaces publics pour le compte du Fond intercommunal d'équipement, FIE.

Le coût des prestations suivantes ne devront pas être incluses à l'offre du candidat selon la tarification au coût de l'ouvrage :

10 – L'adjudicataire et/ou son sous-traitant effectueront une prospection auprès des propriétaires ou régies des immeubles riverains du réseau public d'assainissement projeté, afin de proposer le raccordement éventuel sur le tronçon adéquat. De même, il assurera la conduite de ces travaux ainsi que sa gestion financière. (Refacturation ultérieure par la Ville de Genève). Les complexités et l'étendue de ce travail ne peut être estimé approximativement à ce stade de l'appel d'offre. Il est donc entendu qu'ultérieurement dans l'avancement de l'étude, un avenant devra être établi.

○ **Etablissement de l'offre**

Le groupement pluridisciplinaire donnera, dans son offre, le détail du calcul estimatif de ses honoraires. Les montants donnant droit aux honoraires ont été estimés par le maître de l'ouvrage et seront adaptés au coût réel de l'ouvrage calculé sur la base des décomptes finaux.

Pour d'éventuelles prestations supplémentaires, le prix horaire moyen offert, net HT, sera celui indiqué dans l'offre. Aucune prestation supplémentaire ne sera exécutée sans l'accord préalable du maître de l'ouvrage.

Il est rappelé que le tarif horaire accepté par la Ville de Genève est accessible et consultable sous <http://www.ville-geneve.ch/kit-mandataires-tarifs>.

○ **Contrôle sécurité**

Un contrôle et un suivi de la sécurité sur le chantier devront être assurés selon les dispositions légales cantonales, en particulier la loi sur les obligations des entrepreneurs de chantiers en cas d'accident L 5 15) et le règlement sur les chantiers (Rchant, L 5 05 03).

L'adjudicataire effectuera les prestations suivantes:

- rédaction d'un chapitre sécurité dans les appels d'offres pour l'exécution des travaux,
- vérification des PHS des entreprises,
- contrôle des mesures définies dans ces documents durant toute la durée du chantier,
- rédaction d'un rapport final.

○ **Renchérissement**

Les honoraires, à l'exception des montants forfaitaires arrêtés, feront l'objet d'une adaptation au renchérissement selon l'accord suivant :

- aucune adaptation de la rémunération liée au renchérissement des prix ne sera due pendant trois ans à dater de la date du dépôt de l'offre. Au-delà de cette date, le renchérissement sera calculé conformément aux directives KBOB avec adaptation des indices une fois par année. Le renchérissement est applicable uniquement si la variation de l'indice suisse des salaires nominaux dépasse 2%.

○ **Frais accessoires**

Les frais de déplacement et d'hébergement éventuels sont compris dans l'offre. Le temps passé en déplacement ne sera pas indemnisé.

2.2.7 Prestations assurées par le MO

Le MO assurera la coordination générale du projet et veillera aux liaisons avec les différents services cantonaux et communaux partenaires de l'opération et principalement les SIG.

Il sera chargé, aussi, de l'information générale auprès des associations de quartier et des riverains pendant toute la durée de l'étude et du chantier.

Sur la base des cahiers des charges rédigés par le mandataire, le MO assurera la logistique des procédures d'appel d'offres. (Hormis le contrôle des offres, les rapports/propositions d'adjudications ainsi que la rédaction des contrats ad hoc, assurés par l'adjudicataire).

Le MO transmettra à l'avancement un avant-projet de l'aménagement des espaces publics en fonction de l'avancement des PLQ autorisés.

2.2.8 Délais

Les dates ci-dessous sont intentionnelles et dépendantes d'échéances administratives.

Lancement du présent appel d'offres : mars 2019 ;

Adjudication groupement pluridisciplinaire : **juin 2019** ;

Adjudication des autres mandataires spécialistes : juin 2019 ;
Appel d'offres, rédaction des dossiers de soumissions et envoi : août 2019 ;
Préparation des plans d'exécution : dès juillet 2019 ;
Adjudication des travaux et contrats : octobre 2019 ;
Suivi dossier auprès du FIA et validation : octobre 2019 ;
Suivi et obtention des arrêtés de circulation OCT : octobre 2019 ;
Démarrage des travaux pour l'assainissement, suivi des aménagements autorisés :
novembre 2019.
La durée totale des travaux est estimée à **18 mois** sans interruptions de chantier et un front d'attaque.

3. CONDITIONS DE PARTICIPATION

3.1 Délai pour la remise des offres

Les offres doivent parvenir au plus tard **le mardi 30 avril 2019 à 11h00**

Auprès de

Ville de Genève
Département des constructions et de l'aménagement
Unité soumissions
4, rue de l'Hôtel-de-Ville (3^{ème} étage inférieur)
Case postale 3983
1211 Genève 3
Horaires : 8h00-12h00 et 14h00-16h00.

Les attestations seront remises en même temps que les offres mais **sous pli fermé séparé.**

Dossier expédié par la poste : le candidat supportera à part entière les conséquences résultant d'un retard d'acheminement. En effet, tout dossier qui parviendra hors délai **sera rigoureusement refusé**, sans recours possible du concurrent.

3.2 Présentation de l'offre

Le soumissionnaire doit déposer son dossier sous forme papier en un exemplaire agrafé et non relié accompagné d'un CD-ROM contenant l'ensemble des documents demandés au format PDF.

Le candidat devra respecter strictement la forme et le contenu demandés par l'adjudicateur. Si un nombre de pages maximum est requis, l'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires. Une page A4 est considérée uniquement recto. Toutefois, si plusieurs pages A4 sont requises au maximum, le candidat peut les présenter recto-verso.

Tous les cartons et enveloppes contenant le dossier doivent être munis d'une

étiquette portant la mention :

APPEL D'OFFRES M.227.TI
**« Quartier du Mervelet - Mise en séparatif, assainissement du réseau
secondaire et Aménagements des espaces publics. »**
« Groupement pluridisciplinaire - ingénieur civil et architecte paysagiste,»

3.3 Recevabilité de l'offre

L'adjudicateur ne prendra en considération que les dossiers de candidature qui respectent les conditions de participation, à savoir les dossiers qui :

- sont arrivés dans le délai imposé, dans la forme et à l'adresse fixée,
- sont validés par le paiement de l'émolument, le cas échéant,
- proviennent d'un candidat dont le siège social se trouve dans un pays qui offre la pleine réciprocité aux candidats suisses en matière d'accès à leurs marchés publics (dans le cas de procédures soumises à l'Accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 et à l'Accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002).

3.4 Emolument d'inscription et/ou frais de dossier

L'adjudicateur n'a fixé aucun émolument d'inscription ni frais de dossier.

3.5 Motifs d'exclusion

Une fois la recevabilité du dossier vérifiée, l'adjudicateur procédera à une vérification plus approfondie sur les aspects suivants :

- le dossier est présenté dans une des langues exigées par l'adjudicateur ;
- le dossier est rempli complètement selon les indications de l'adjudicateur, étant précisé qu'aucune modification du cahier des charges ne sera admise ;
- le dossier est signé et daté par la ou les personnes responsables du dossier de candidature.

Outre les motifs de non-recevabilité de son dossier et s'il n'a pas été exclu de la procédure suite à la vérification des éléments ci-dessus, un candidat sera également exclu de la procédure s'il trompe ou cherche à tromper intentionnellement l'adjudicateur en déposant des documents faux ou erronés, en fournissant des informations caduques ou mensongères, en proposant des preuves falsifiées ou non certifiées officiellement et s'il a modifié les bases d'un document remis via un support électronique (CD-ROM, site internet, etc.) ou sous forme papier. Pour le surplus, d'autres motifs d'exclusion figurant dans la législation cantonale ou qui ont été admis dans le cadre d'une commission consultative extra-parlementaire peuvent être invoqués par l'adjudicateur.

3.6 Conflit d'intérêts

Aucun candidat, membre, associé ou sous-traitant ne doit se trouver en situation de conflit d'intérêts avec des membres du comité d'évaluation. Un conflit d'intérêts est

déterminé notamment par le fait qu'un bureau ou un collaborateur, ainsi qu'un associé, est en relation d'affaire ou possède un lien de parenté avec un des membres du comité d'évaluation.

3.7 Incompatibilité

Sous réserve de la décision prise par l'adjudicateur de l'exclure d'office de la procédure, la personne ou le bureau qui a réalisé une prestation particulière, avant le lancement de la procédure, peut y participer pour autant que cette prestation :

- était limitée dans le temps et est achevée au moment du lancement de la procédure ;
- ne touche pas l'organisation de la procédure ou l'élaboration du cahier des charges ;
- ne fait pas partie du marché mis en concurrence (expertise, étude de faisabilité, étude d'impact).

3.8 Nombre d'offres

Pour un marché déterminé, un mandataire, un bureau ou une société ne peut déposer qu'une offre en qualité de candidat ou membre associé ou sous-traitant d'un groupe candidat, sauf exception prévue dans la publication officielle.

Les bureaux portant la même raison sociale et dont l'activité est identique, même issus de cantons différents, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale. Les bureaux ne portant pas la même raison sociale, mais dont l'activité est identique et dont l'affiliation commerciale, juridique et décisionnelle peut être prouvée, ne pourront inscrire qu'un seul bureau, succursale ou filiale.

Dans ce dernier cas, l'adjudicateur peut demander au candidat concerné des preuves de son indépendance commerciale, juridique et décisionnelle vis-à-vis d'autres candidats portant ou non la même raison sociale.

3.9 Association de bureaux

L'association de bureaux est admise.

3.10 Sous-traitance

La sous-traitance est admise.

3.11 Langue officielle de la procédure et pour l'exécution du marché

La langue officielle acceptée est le français.

3.12 Devise monétaire applicable

La devise monétaire officielle acceptée pendant la durée de la procédure et pour l'exécution du marché est **le Franc suisse (CHF)**.

3.13 Propriété et confidentialité des documents et informations

Tous les documents et études déposés par le candidat sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des candidats qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son dossier, il appartient au candidat d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles.

3.14 Durée de validité de l'offre

La durée de validité de l'offre est de 6 mois à compter de la date du dépôt de l'offre. Une candidature déposée est considérée comme définitive et ferme.

3.15 Variante d'offre

Les variantes d'offre ne sont pas admises.

3.16 Indemnisation

L'élaboration du dossier ne donne droit à aucune indemnité.

3.17 Marché divisé en lots

L'adjudicateur n'a pas prévu de diviser le marché.

Toutefois, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de réaliser les prestations par étapes.

3.18 Offre partielle

Les offres partielles ne sont pas acceptées.

3.19 Taxe sur la valeur ajoutée

En l'absence de toute information, les montants sont considérés toutes taxes comprises (TTC). Le soumissionnaire a l'obligation d'indiquer le taux TVA qu'il applique pour le marché. Il est rappelé que l'adjudicateur vérifie le degré d'ouverture du marché à la concurrence par rapport à des valeurs-seuils hors TVA.

4. EXIGENCES ADMINISTRATIVES DE LA PROCEDURE

4.1 Bases légales

La procédure est soumise à :

- l'accord du GATT / OMC (AMP) sur les marchés publics du 15.04.94 ;
- l'accord bilatéral sur certains aspects relatifs aux marchés publics entre la Suisse et la Communauté européenne, entré en vigueur le 1er juin 2002 ;
- la Loi fédérale sur les cartels et autres restrictions à la concurrence du 6.10.95 ;
- la Loi fédérale sur la concurrence déloyale (LCD) du 19.12.86 ;
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.95 ;

- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.94, révisé le 15.03.01 ;
- la Loi cantonale ou décret d'adhésion à l'accord intercantonal sur les marchés publics (L 6 05.0) ;
- le règlement sur la passation des marchés publics, du 17 décembre 2007(L 6 05.01).

Les textes légaux peuvent être obtenus auprès de la Chancellerie d'Etat ou téléchargés sur le site Internet SIMAP.CH.

4.2 Engagements de l'adjudicateur

L'adjudicateur s'engage auprès des candidats à :

- traiter de manière confidentielle toutes les informations et documents portés à sa connaissance durant la procédure ; font exception les renseignements qui doivent être publiés lors de et après l'adjudication ou impérativement communiqués aux soumissionnaires qui ne sont pas adjudicataires, ceci sur ordre de l'autorité judiciaire ;
- interdire l'accès aux documents et informations par des tiers ou toute personne externe à la procédure, sans le consentement du candidat ;
- organiser la procédure avec un esprit d'équité, d'impartialité et de loyauté ;
- assurer la transparence de la procédure ;
- garantir un déroulement optimal de la procédure.

4.3 Délais pour les questions

Les questions éventuelles doivent parvenir au plus tard **le vendredi 19 avril 2019**.

Auprès de

Ville de Genève

Département des constructions et de l'aménagement

Service de l'Aménagement, du génie civil et de la mobilité

10, rue François-Dussaud

1227 Acacias-Genève

Secrétariat - 1er étage

Fax : 022 418 21 01

Courriel agcm@ville-geneve.ch

L'adjudicateur répondra uniquement aux questions arrivées dans le délai fixé, posées par écrit et transmises soit par courrier ou fax, soit sous la forme électronique (courriel).

L'adjudicateur ne traitera aucune demande par téléphone. Les questions doivent être précises et concises, avec référence à un chapitre et/ou à un document remis par l'adjudicateur. Ce dernier répondra aux questions, dans un délai raisonnable, sur www.simap.ch.

L'adjudicateur se réserve le droit de refuser de répondre aux questions sans rapport avec le marché mis en concurrence.

4.4 Séance d'information et/ou visite du site d'exécution

Aucune séance d'information et/ou visite du site d'exécution n'est envisagée durant la procédure d'appel d'offres cependant, le site est accessible en tout temps.

4.5 Ouverture des offres

L'adjudicateur ne procédera pas à une ouverture publique des dossiers de candidatures. L'ouverture des dossiers d'appel d'offres est un acte formel de réception qui est sujet à une vérification plus approfondie par la suite.

4.6 Audition des candidats

Aucune audition n'est envisagée. Toutefois, l'adjudicateur se réserve le droit de poser des questions à un soumissionnaire dont le dossier possède des informations douteuses ou imprécises

4.7 Critères d'adjudication

Les critères d'adjudication sont dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

CRITERES D'ADJUDICATION	PONDERATION
1. Compréhension de la problématique	20 %
2. Références du Groupement pluridisciplinaire	20 %
3. Qualité économique globale de l'offre <ul style="list-style-type: none">• prix,• crédibilité du nombre d'heures et taux horaires	30 %
4. Organisation du Groupement pluridisciplinaire	20 %
TOTAL	100 %

4.8 Evaluation des offres

L'évaluation des offres se basera exclusivement sur les indications fournies par les candidats et sur les informations demandées par l'adjudicateur. L'évaluation ne se base que sur des critères annoncés aux candidats préalablement.

4.9 Barème des notes

Le barème des notes est de 0 à 5 (0 constituant la plus mauvaise note et 5 la meilleure note). Le fait qu'un candidat reçoive la note 0 ne signifie pas que le candidat soit mauvais. Cela peut définir une note attribuée soit à un candidat qui n'a pas fourni l'information demandée par rapport à un critère annoncé, soit à un candidat dont le contenu du dossier ou de l'offre ne correspond pas du tout aux attentes de l'adjudicateur par rapport au marché à exécuter. Cela peut également signifier que par comparaison avec les autres candidats, ce candidat est jugé moins bon sur certains aspects. La note peut être précise jusqu'au centième (par exemple : 3.46), notamment pour le prix.

L'adjudicateur n'a pas l'obligation de noter les sous-critères. Le cas échéant, il donnera des appréciations qui permettront de noter le critère générique.

4.10 Notation du prix

La notation du prix se fera selon la méthode suivante **T2** : montant de l'offre la moins disante à la puissance 2, multiplié par la note maximale possible (note 5), le tout divisé par le montant de l'offre concernée à la puissance 2. Le prix offert le plus bas peut être celui estimé par l'adjudicateur si celui-ci est justifié pour des raisons de limites budgétaires qui ne peuvent en aucun cas être dépassées et s'il est en-dessous de celui de l'offre la moins disante.

$$\text{Note offre}_x = \left(\frac{\text{Coût offre min}}{\text{Coût offre } x} \right)^2 \times 5$$

4.11 Comité d'évaluation

Pour toute la procédure, l'adjudicateur a décidé de mettre en place un comité d'évaluation, il est composé des membres suivants :

Nom / prénom	Société / fonction / profession
M. Sébastien Alphonse	Adjoint de direction AGCM
M. Marc Verleye	Pilote de l'opération AGCM
Mme Marie-Josée Dezuari	Architecte AGCM
M. Patrick Muller	Architecte Paysagiste SEVE
M. Arnaud Wiesmann	Expert

4.12 Modifications de l'offre

Un dossier déposé ne peut pas être modifié ou complété après le délai de dépôt fixé par l'adjudicateur. A l'échéance dudit délai, un candidat ne peut donc plus corriger ou faire corriger des documents transmis à l'adjudicateur. Demeurent réservés les cas dans lesquels la possibilité de procéder à des corrections déterminées est donnée dans une même mesure à tous les candidats.

4.13 Décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux candidats qui auront participé à la procédure et dont l'offre est recevable.

Chaque candidat recevra un tableau d'analyse multicritère qui indiquera les résultats de tous les candidats.

4.14 Renseignements relatifs à la décision d'adjudication

Dès réception de la décision qui le concerne, tout candidat qui n'est pas adjudicataire peut solliciter un entretien avec l'adjudicateur ou son représentant en vue d'obtenir des éclaircissements sur la manière dont les notes lui ont été attribuées et sur les appréciations qui ont été émises sur son dossier. Il ne pourra pas obtenir des informations sur les autres dossiers de candidature et les éléments d'appréciation de ceux-ci. Cet entretien sera organisé de manière à sauvegarder les droits du candidat qui a l'intention de déposer un recours.

4.15 Voies de recours

Le candidat est informé que les décisions suivantes sont sujettes à recours :

- l'appel d'offres (à compter de la date de la publication) ;
- la décision de sélection ou relative au choix des participants à la procédure sélective (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'exclusion (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision d'interruption de la procédure (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de répétition ou de renouvellement de la procédure (à compter de la date de publication ou du lancement de la nouvelle procédure) ;
- la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de révocation de la décision d'adjudication (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de sanction administrative (à compter de la date de sa notification) ;
- la décision de refus d'inscrire l'entreprise sur une liste, si existante, de soumissionnaires qualifiés (à compter de la date de sa notification).

Le recours doit être interjeté devant l'autorité de recours compétente, généralement la chambre administrative de la Cour de Justice de Genève, dans un délai de 10 jours dès la notification de la décision. Les fêtes judiciaires ne s'appliquent pas.

Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf s'il est accordé, ou sur demande du candidat, par l'autorité de recours.

Le mémoire de recours doit contenir un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les

documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire. Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

4.16 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, les contrats conclus suite à la décision d'adjudication se baseront sur les cahiers des charges et sur les propositions d'optimisation, le cas échéant, des candidats lors de l'appel d'offres. Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour adjudication, le contrat final seul faisant foi.

Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel, tout comme une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à signer un contrat si des conditions d'exécution ne sont plus réunies.

Le règlement SIA 103 et 105 (édition 2014) est applicable.